

Temps partiel à 80% : il faut encore se battre !

Les IA trépignent d'impatience de voir sortir les textes sur le service des enseignants. N'y tenant plus, certains ont déjà publié leur circulaire relative au temps partiel. L'inconnu guidant leur rédaction, tous les abus sont possibles. Selon les départements, le 80% n'est plus autorisé (même de droit) ou il ne peut être qu'annualisé ; les enseignants ne peuvent reprendre à temps plein en cours d'année suite aux 3 ans de leur enfant ; plus aucun temps partiel sur autorisation n'est accepté ...

La prudence est mère de sûreté pourtant. Le décret modifiant le service des enseignants (notamment pour inscrire réglementairement les 108h) est en cours de discussion et sera voté au CTPM courant avril.

En fait, le problème est ailleurs. Le fil-à-plomb de l'administration est limpide : économies budgétaires et rétablissement de l'équilibre postes/personnels ! La restriction du temps partiel est une mine d'or de ce point de vue. Le SE-UNSA continuera à contrecarrer les lubies locales. Pour cela, un plan d'action a été mis sur pied : audience au Ministre, démarches auprès des IA pour leur proposer des organisations possibles du 80%, actions collectives de soutien des collègues dans les départements ...

Le temps partiel à 80% est un dossier que le SE-UNSA porte depuis son origine : il n'a pas l'intention de voir ce droit bafoué à cause d'insuffisances budgétaires ou de mauvaise volonté de l'administration !